

Mémorandum de la Banque mondiale

Le Maroc à la croisée des chemins

● **L'accélération durable de la productivité et l'accumulation du capital immatériel sont les deux conditions clés qui détermineront la trajectoire de croissance du Maroc à l'horizon 2040. C'est ce qui ressort du nouveau mémorandum économique pays de la Banque mondiale, dont le lancement est prévu aujourd'hui à Rabat.**

Les avancées réalisées par le Maroc ne sont pas suffisantes pour lui permettre de concrétiser son ambition d'accélérer son rattrapage économique vers les pays avancés au cours des prochaines décennies. Le processus de convergence économique enclenché depuis 15 ans demeure encore long en comparaison avec celui réalisé par d'autres pays émergents qui sont parvenus à combler leur retard. Ce dur constat est dressé par le mémorandum économique pays de la Banque mondiale intitulé : «*Le Maroc à l'horizon 2040 : Capital immatériel et les voies de l'émergence économique*». Le document de plus de 300 pages établit un diagnostic détaillé de la performance économique et sociale du Maroc au cours des dernières décennies et dédie une grande partie à l'analyse des obstacles à surmonter en vue d'accéder au club des pays émergents à l'horizon 2040. L'accélération des efforts pourrait booster le PIB par habitant du Maroc pour atteindre près de 45% de celui d'un Européen du Sud en 2040 contre 22% actuellement. Pour atteindre un tel scénario jugé «vertueux» par l'institution internationale, il faut revoir le modèle de développement

et œuvrer à mettre le développement du capital immatériel au cœur des stratégies. Actuellement, le Maroc est à la croisée des chemins. Il semble réunir, selon les experts de la Banque mondiale, l'ensemble des conditions nécessaires pour mener à bien son processus de convergence économique et sociale, mais les conditions favorables sont aussi porteuses de risques : ne pas être en mesure de créer des emplois en nombre suffisant, ne pas être capable de générer les effets positifs d'agglomération et ne pas être en mesure de proposer une offre éducative de qualité à la jeunesse marocaine. «*Si ces risques ne sont pas atténués par des politiques publiques adaptées, le Maroc pourrait passer à côté d'une opportunité unique dans son histoire*», précise-t-on. Les défis sont on ne peut plus grands. Il faut, en effet, atteindre et conserver pendant un quart de siècle un niveau élevé de croissance économique inclusive et de création d'emplois de qualité. Le Maroc devra ainsi conserver pendant une génération au moins des gains de productivité plus élevés que par le passé. Le scénario de rattrapage économique accéléré de la Banque mondiale fait l'hypothèse

d'une hausse de la productivité totale des facteurs de 2% par an et d'une hausse du taux d'emploi de la population en âge de travailler à 55% en 2040 contre de 45% en 2015. L'effet cumulé des hausses de la productivité et du taux d'emploi conduirait à une croissance tendancielle plus forte et durable d'au moins 4,5% par an jusqu'en 2040. Ce défi est certes très grand, mais réalisable, selon le rapport, en opérant une transformation structurelle profonde de l'économie et des gains d'efficacité substantiels. Le Maroc est appelé à déployer un effort accru pour accumuler davantage de capital immatériel. L'institution mondiale plaide pour la réorientation prioritaire des politiques publiques vers le développement du capital immatériel dont le capital humain. À ce titre, il est clairement précisé que toute avancée serait vaine sans réforme éducative. «*Un miracle éducatif*» est primordial. Le retard accumulé par le Maroc dans ce secteur est gigantesque au point qu'il lui faudrait une trentaine d'années avant d'égaliser le niveau d'apprentissage observé actuellement dans des pays émergents comme la Turquie. ●

PAR JIHANE GATTIOUI
j.gattioui@leseco.ma

●●●
Selon les experts de la Banque mondiale, le Maroc semble réunir l'ensemble des conditions nécessaires pour mener à bien son processus de convergence économique et sociale, mais les conditions favorables sont aussi porteuses de risques.

Les trois scénarios de la Banque mondiale

1. Le scénario insoutenable des tendances actuelles

La projection fondée sur le prolongement des tendances actuelles (extrapolation sur 2000/2014) démontre le caractère insoutenable d'un modèle de croissance puisant son dynamisme principalement dans l'accumulation de capital, avec des gains de productivité et des créations d'emplois limités. Pour maintenir un rythme de progression du capital de 5,4% par an durant la période 2015/2040, il faut que le taux d'investissement augmente graduellement pour dépasser 50% du PIB en fin de période. Or, en supposant que le taux d'épargne reste à son niveau actuel relativement élevé, le déséquilibre épargne-investissement se traduit par un déficit croissant de la balance des paiements courants qui atteindrait plus de 20% du PIB, un niveau irréaliste.

2. Le scénario probable d'une lente convergence

Sans une accélération sensible des gains de productivité, le scénario le plus plausible est celui d'une lente convergence permettant au Maroc de restaurer ses fondamentaux en rétablissant notamment un déficit soutenable de la balance des paiements courants autour de 2% du PIB, mais il y a un risque d'essoufflement futur de la croissance qui pourrait reculer graduellement de 3,2% dans les années 2015/2030 à 2,9% en 2030/2040.

3. Le scénario souhaitable d'un rattrapage économique accéléré

Émet l'hypothèse d'une amélioration de la productivité totale des facteurs de 2% par an contre 1,2% historiquement, ce qui suppose une transformation structurelle profonde de l'économie et des gains d'efficacité substantiels. Le Maroc pourrait aspirer à une croissance moyenne durablement forte de 4,5% par an pendant 25 ans. Ce scénario est soutenable à long terme car le modèle de croissance s'appuierait sur des gains de productivité et de créations d'emplois au lieu du modèle actuel fondé sur l'accumulation de capital. ●●●

L'équipe de la Banque mondiale

Une grande équipe multidisciplinaire a préparé le mémorandum sur le Maroc à l'horizon 2040. Cette équipe est dirigée par Jean-Pierre Chauffour (économiste principal), auteur principal, sous la supervision d'Auguste Tano Kouame (manager) et de Marie-Françoise Marie-Nelly (directrice pour le Maghreb). L'équipe principale de la Banque mondiale était composée de Diego Angel-Urdinola (économiste senior), Kamel Braham (chargé du programme éducation), Dorothee Chen (spécialiste santé), Safaa El-Kogali (manager), Khalid El Massnaoui (économiste senior), Roberto Foa (consultant), Caroline Crafft (consultante), Andrea Liverani (chargée de programme développement durable), Meriem Malouche (économiste senior), Eva Maria Melis (conseillère juridique), Philippe de Meneval (chargé de programme commerce et compétitivité), Patrick Mullen (spécialiste senior santé), Emre Ozaltin (économiste senior), Paul Scott Prettitore (spécialiste senior secteur public), Eliosbeth Snador (consultante) et Fabien Seiderer (spécialiste principal du secteur public).

Grand angle

État des lieux

UN BILAN MITIGÉ

● Selon la BM, la convergence de l'économie marocaine demeure lente vers les économies voisines d'Europe du Sud ou vers les pays émergents à hauts revenus. Elle soulève aussi les fragilités du modèle de développement marocain.

MAROC : LE SCÉNARIO SOUHAITABLE DE LA CONVERGENCE ÉCONOMIQUE 2015 - 2040

SCÉNARIO 3	1980-2000	2000-2015	2015-2030	2030-2040
Variables exogènes				
Taux d'épargne nationale	22,7	29,3	29,3	29,3
Taux d'investissement (FBCF/PIB)	24	29	29	29
Solde du compte courant (% PIB)	-3,3	-2	-2	-2
Ratio emploi/population 15-65 ans	-	45	50	55
Taux de croissance de la PTF	-0,7	1,2	2	2
Variables endogènes				
Taux de croissance du PIB	3,9	4,3	4,6	4,4
Taux de croissance du PIB par habitant	2	3,3	3,8	3,9
Taux de croissance du stock de capital	4,3	5,4	3,6	3,6
Taux de croissance de l'emploi	-	0,9	1,6	1,2
PIB/tête PPP (% Europe du sud, fin de période)	-	22	34	46

SOURCE : BANQUE MONDIALE

Une convergence lente et incomplète

La convergence de l'économie marocaine demeure lente vers les économies voisines d'Europe du Sud (Espagne, France, Italie, Portugal) ou vers les pays émergents à hauts revenus (la Corée du Sud, la Malaisie, le Chili, la Turquie) tant sur les réalisations économiques que les avancées sociales. Un diagnostic étayé par la Banque mondiale par des chiffres concrets : le revenu par habitant de l'Europe du Sud est quatre fois supérieur à celui du Maroc en parité de pouvoir d'achat. Le niveau de développement économique actuel du Maroc est plutôt semblable à celui de l'Europe dans les années 60. Le pouvoir d'achat d'un Marocain n'atteint que 22% de celui de son voisin européen immédiat. En dépit de tous les efforts déployés, le Maroc n'est pas parvenu à réaliser des taux de croissance soutenus et élevés pour rehausser la richesse nationale. Pour réussir le décollage économique à l'instar d'autres pays, le taux de croissance du PIB par habitant doit être supérieur à 4% par an pendant deux à trois décennies alors que ce taux n'a atteint que 3,5% entre 2000 et 2007 en dépit des facteurs conjoncturels favorables comme la croissance mondiale, le boom du crédit et l'expansion de la dépense publique. Le retard du Maroc est plus marqué en matière de richesse totale par habitant qui est similaire à celle de l'Égypte et sensiblement inférieure à celle de l'Algérie et significativement plus basse que celles de la Tunisie et de la Jordanie. Sur le plan de la convergence

sociale, l'écart économique entre le Maroc et les pays européens se répercute sur les conditions de vie relatives des Marocains et des Européens. La structure actuelle des dépenses de consommation des ménages marocains est proche de celles des pays européens dans les années 1950 et 1960. À cela s'ajoute les différences considérables de bien-être au sein de la population marocaine et les difficultés pour le capital humain à se développer.

L'essoufflement du modèle de développement

Le modèle de croissance marocain est qualifié de gourmand en capital alors que les gains de productivité sont faibles. Plusieurs pays émergents tels que la Turquie et la Colombie ont réalisé des taux de croissance très proches de celui du Maroc (4,3%) avec des taux d'investissement significativement plus faible de 20%. La croissance marocaine se révèle pénalisée par la difficulté de l'économie à mobiliser les ressources humaines disponibles, en particulier les jeunes et les femmes et à réallouer le travail entre secteurs à des fins d'efficacité. La Banque mondiale soulève les fragilités du

Le modèle de croissance marocain est qualifié de gourmand en capital alors que les gains de productivité sont faibles.

modèle de développement marocain basé essentiellement sur la demande intérieure, stimulé par le crédit et la dépense publique. Ce modèle ne peut «être soutenable à long terme». Les défis sont de taille. Pour l'institution internationale, le Maroc a besoin d'une croissance plus équilibrée, tirée davantage par la demande extérieure et moins génératrice d'endettements (nécessité de stabiliser l'endettement public, de contrôler le développement de l'endettement privé et de maintenir les comptes extérieurs proches de l'équilibre). Actuellement, le Maroc ne pourra pas miser sur une augmentation spontanée de la demande extérieure sur ses marchés traditionnels à cause de la détérioration et de la volatilité de l'environnement régional et international. La Banque mondiale salue l'ouverture stratégique du Maroc vers l'Afrique subsaharienne compte tenu des perspectives de croissance et de développement de l'Afrique tout en précisant que les marchés africains, notamment l'Afrique francophone sont encore de taille modeste. L'ouverture vers le Nigéria et l'Afrique de l'Est offre des opportunités économiques

non négligeables. En dépit de tout, la Banque mondiale incite le Maroc à continuer à compter sur ses propres forces pour créer les conditions d'une demande extérieure plus soutenue en poursuivant sa stratégie de diversification des marchés cibles et de promotion des exportations, ce qui nécessite une accélération de la transformation structurelle de l'économie.

Lente transformation structurelle

Le processus de transformation structurelle de l'économie au Maroc est qualifié de lent et jugé moins actif que dans les pays à revenu intermédiaire élevé. La part de l'agriculture dans le PIB au Maroc n'a que légèrement diminué au cours des 35 dernières années contrairement aux pays à revenu intermédiaire élevé. Les parts de l'industrie et des services sont restées stables par rapport aux évolutions qu'ont connues d'autres pays comparables. Le Maroc connaît un difficile processus d'industrialisation en dépit des politiques volontaristes pour dynamiser le développement industriel, selon les experts de la Banque mondiale. Ils soulignent par ailleurs que l'impulsion donnée par la politique industrielle du Maroc commence à porter ses fruits dans certaines filières en particulier dans les secteurs de l'automobile et de l'aéronautique. «Le rapport soulève la lenteur de la transformation structurelle du tissu productif marocain qui ne permet pas d'accompagner la croissance des flux de diplômés. Parmi les raisons de la faible contribution de l'industrie à l'emploi figurent un intérêt insuffisant des entrepreneurs marocains pour l'industrie ainsi que la faiblesse du nombre des joint-ventures dans le secteur industriel contrairement à d'autres pays émergents. À cela s'ajoute un faible dynamisme entrepreneurial. De nombreux entrepreneurs se positionnent dans des secteurs qui affichent une faible création de valeur et d'innovation comme en témoigne le nombre des entreprises exportatrices qui n'est que de 5.300 et qui stagne depuis le début des années 2000.

Les recommandations de la Banque mondiale

Les voies d'un rattrapage économique accéléré

● La Banque mondiale émet une série de recommandations pour permettre au Maroc de procéder à un rattrapage économique accéléré à l'horizon 2040. La réalisation des objectifs escomptés passe inéluctablement par l'augmentation durable de la productivité de l'économie marocaine et la promotion du capital immatériel tant humain et social qu'institutionnel.

MODIFIER LE PARADIGME DE DÉVELOPPEMENT

Le Maroc est appelé à opter pour un scénario de rupture en s'engageant dans une transformation structurelle et dans un processus de convergence accéléré en l'espace d'une génération. Pour y arriver, il faut une véritable prise de conscience collective que le modèle actuel du Maroc a atteint ses limites sinon les politiques actuelles ne connaîtront pas d'inflexion substantielle et le Maroc se retrouvera dans le scénario d'une lente convergence. La stratégie de développement devra se focaliser sur une augmentation permanente des gains de productivité qui permettrait de doubler le rythme de la convergence du Maroc vers les pays d'Europe du Sud. Cela nécessite de donner la priorité à l'investissement dans le capital immatériel. Il faut ainsi redoubler d'efforts pour accumuler davantage de capital immatériel humain, institutionnel et social dont la part dans la richesse totale est passée de 70% au début des années 2000 à 65% en 2011, soit un taux équivalent à celui des pays à revenu intermédiaire élevé. La Banque mondiale recommande au Maroc de stopper cette tendance baissière pour converger vers les richesses des pays les plus avancés. Sur la base de la composition de la richesse actuelle des pays vers lesquels le royaume souhaite converger en 2040, le Maroc devra augmenter la part de capital immatériel dans son capital total de l'ordre de 10 à 15 points de pourcentage. En complément à cette priorité, la Banque mondiale recommande la révision des politiques sectorielles qui, en dépit des efforts dé-



ployés, «peinent à donner des résultats, à monter en régime et à placer le Maroc sur un sentier de croissance durablement plus élevé». La stratégie de développement devrait se concentrer davantage sur ce qui conditionne un développement endogène et holistique du secteur privé.

UNE PLUS FORTE INTÉGRATION DU MAROC DANS L'ÉCONOMIE INTERNATIONALE

Le Maroc est appelé à tirer pleinement avantage de sa stabilité politique et de sa proximité avec l'Europe ainsi que de sa «relative» attractivité pour les investissements pour faire de son intégration économique dans l'économie mondiale un avantage compétitif décisif lui permettant de réaliser un rattrapage économique rapide et inclusif. Le pays

doit accroître sa capacité d'exportations des biens et services. Aussi, le secteur des biens échangeables doit-il se développer et contribuer davantage à la croissance. Le Maroc doit aussi envisager l'adoption d'un régime de change plus flexible afin d'améliorer les chances de croissance durablement plus élevées et tirées par la productivité et les exportations. Il devrait, parallèlement, poursuivre l'assouplissement de ses contrôles de change pour permettre la pleine convertibilité du dirham. Cela exige l'élimination des principaux contrôles encore en place pour l'achat de devises étrangères qui freinent le développement des entreprises nationales et étrangères. Pour la Banque mondiale, le passage à un régime de change flexible et la convertibilité du dirham auraient, par ailleurs, l'avantage de redon-

ner à la politique monétaire toute son autonomie pour influencer l'activité réelle en fonction des divers chocs. Sur un autre registre, le Maroc devrait améliorer le régime commercial et les politiques liées à la facilitation du commerce : abaissement des barrières commerciales, révision des mesures non-tarifaires, libéralisation du commerce agricole, amélioration de la qualité de l'ensemble des services import-export au niveau portuaire... Il est aussi recommandé d'améliorer le régime d'investissements étrangers en faisant progressivement disparaître les restrictions ayant trait à la participation étrangère aux fonds propres dans tous les secteurs à l'exception d'une liste de secteurs ayant un niveau élevé de pouvoir monopolistique. Il faut veiller, en même temps, à ce que les incitations utilisées pour attirer les investisseurs étrangers n'empêchent pas l'intégration locale. Le Maroc devra se pencher également sur la mise en place d'une politique plus cohérente visant à améliorer la gestion foncière et à sécuriser les droits fonciers. Dans le cadre de la négociation d'un accord de libre-échange approfondi et complet avec l'Union européenne, il s'avère nécessaire de mettre à niveau les règles et réglementations du Maroc dans de nombreux secteurs.

Le Maroc est appelé à tirer pleinement avantage de sa stabilité politique et de sa proximité avec l'Europe ainsi que de sa «relative» attractivité pour les investissements pour faire de son intégration dans l'économie mondiale un avantage compétitif décisif.

RENFORCER L'ÉTAT DE DROIT ET LA JUSTICE

Il s'avère indispensable de renforcer les institutions et les services publics à commencer par le respect de la règle de droit et de justice qui passe en premier lieu par la mise en œuvre effective des droits prévus par la Constitution et la charte de réforme du système judiciaire. Les nouvelles lois doivent être conformes à l'esprit de la Constitution et accompagnées dans leur mise en œuvre par des dispositions appropriées. Il faut également mieux protéger les personnes à travers la consolidation de ce principe dans les faits, renforcer le système d'aide juridictionnelle et instaurer un meilleur contrôle de recours à la détention provisoire pour mieux garantir l'égalité d'accès aux services de la justice. Par ailleurs, la protection des biens, notamment le régime foncier permettra

Grand angle

RENFORCER LE CAPITAL HUMAIN

La constitution d'un capital humain passe inéluctablement par un investissement dans la santé et l'éducation, notamment. Pour la Banque mondiale, le rééquilibrage des investissements au Maroc vers le capital immatériel, notamment le capital humain, constitue l'une des conditions du rattrapage accéléré du pays vis-à-vis des pays d'Europe du Sud à l'horizon 2040. «*À travers le concept du capital humain s'ouvre donc toute une gamme d'investissements autour des axes majeurs de l'éducation, de la santé et du développement de la petite enfance*». Il est impératif de valoriser davantage «*tous les talents de tous les Marocains*» dès la petite enfance qui nécessite un investissement particulier. Actuellement, le développement de la petite enfance au Maroc demeure caractérisé par des carences et des inégalités considérables qui constituent un obstacle de taille, même s'il est largement immatériel et invisible, au développement économique et social du pays. Il apparaît clairement qu'un long chemin reste à parcourir pour renforcer le capital humain. Dans le domaine de l'enseignement, à titre d'exemple, en supposant que le Maroc parvienne à déclencher une dynamique d'amélioration similaire à celle des nations les plus performantes, il lui faudrait une trentaine d'années avant d'égaliser le niveau d'apprentissage observé actuellement dans des pays émergents comme la Turquie. Par ailleurs, l'insertion des jeunes dans la société est toujours dans le rouge. Le Maroc est confronté à répondre aux aspirations des jeunes à un emploi et à un niveau de vie qui puisse se rapprocher rapidement de celui des pays avancés.

TRANSFORMER L'ÉCOLE

La dégradation continue de l'école publique constitue un phénomène préoccupant pour un pays comme le Maroc qui aspire à l'émergence économique, comme le soulignent les experts de la Banque mondiale. Pour maintenir une croissance positive à long terme, le Maroc n'a pas d'autre choix que d'augmenter sa productivité et donc le niveau d'éducation de sa population. Le Maroc doit relever le défi de la

qualité de l'enseignement qui a certes connu des progrès remarquables en termes d'équité et de parité, mais le système éducatif continue d'accuser un retard considérable en termes de performance. Dès maintenant, le Maroc est appelé à prendre des mesures fortes afin de réaliser un «*véritable miracle éducatif*» en réduisant progressivement l'écart qui sépare les résultats des élèves marocains de ceux des élèves des autres pays émergents. Cette ambition devra se réaliser dans un horizon de moyen et long termes. Pour cela, il faut résorber les inégalités scolaires, dispenser un enseignement de qualité et améliorer les compétences de l'enseignant et sa motivation (révision de son statut). La réforme doit reposer sur quatre priorités : moderniser l'écosystème éducatif, adopter une nouvelle gouvernance de l'école publique, promouvoir des choix éducatifs alternatifs et utiliser les technologies de l'information et de la télécommunication. L'écosystème éducatif devra être modernisé (curricula, méthodes d'enseignement, soutien scolaire). Une réforme en profondeur de la structure de l'école publique doit être opérée. L'autonomie de l'école devrait être grandement renforcée.

INVESTIR DANS LE CAPITAL SANTÉ

Le bilan général de la santé au Maroc est en demi-teinte. Pour améliorer le secteur, une intervention publique est nécessaire. L'offre et la qualité des services de santé devraient pouvoir évoluer et s'adapter à la demande. Les efforts visant l'extension de la couverture médicale doivent se poursuivre, ce qui implique une adaptation de l'offre de soins de santé et l'adoption par les diverses parties prenantes d'une vision globale cohérente tenant compte des diverses modalités de couverture actuelles. L'harmonisation des régimes existants et à venir est une autre dimension importante qui nécessite la mise en place d'un panier de soins essentiels et des prestations universelles. La Banque mondiale recommande aussi d'améliorer l'efficacité allocative en investissant davantage dans la santé, de prioriser les soins de santé primaires ainsi que la prévention et de renforcer la gouvernance du

système qui ne fournit pas actuellement les incitations nécessaires pour promouvoir l'efficacité et la bonne gestion des ressources et assurer un meilleur accès aux soins. Il est recommandé une refonte institutionnelle dans le secteur à travers une réforme organisationnelle (décentralisation) ainsi que la mise en place d'un système d'information et de gestion sanitaire intégré.

PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ

Malgré les progrès considérables au cours des dernières décennies pour assurer et garantir l'égalité des sexes, les inégalités et discriminations persistent encore, notamment sur le plan politique et économique. Pour renforcer son capital social, le Maroc est appelé à promouvoir une participation pleine et égale des femmes et des hommes, des garçons et des filles à tous les niveaux de la société marocaine. Il faut accroître les opportunités des femmes sur le plan économique en facilitant leur sortie de l'agriculture et d'autres services à faible niveau de productivité, en élargissant le type d'emplois accessibles aux femmes et en abattant les barrières légales et sociales (insécurité du transport, manque de crèches, accès limité à la finance). La Banque mondiale estime nécessaire d'encourager l'émancipation, la liberté d'action et l'autonomie des femmes car les discriminations n'ont pas disparu du cadre juridique ou de la Constitution elle-même. Le Maroc est appelé à poursuivre la modernisation du cadre légal notamment en matière de Code de la famille : une plus grande égalité des droits liés au mariage et au divorce (donner aux femmes le droit de divorce unilatéral, uniformiser les droits pour transmettre la nationalité aux conjoints...), égalisation de la distribution des actifs économiques liés au mariage et à l'emploi... Il conviendrait aussi de systématiser la prise en compte du genre dans l'action politique pour réaliser dans les faits l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes. La Banque mondiale pointe du doigt les règles en matière d'héritage et de propriétés matrimoniales, le mariage des mineures qui demeure répandu ainsi que certaines discriminations juridiques (divorce, obtention du livret de famille...). ●

PAR J.G

MODERNISER ET MORALISER L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

d'améliorer profondément la situation actuelle qui peut représenter un frein pour les opportunités d'investissements. À cela s'ajoute l'impératif de mieux profiter les contrats à travers un diagnostic approfondi des procédures et des processus d'exécution en vue de permettre une amélioration et une uniformisation des performances des tribunaux en la matière. Il s'agit d'un facteur important d'encouragement de l'activité économique.

Le Maroc a entrepris des réformes de l'administration publique qui «*sont restées inachevées*». L'objectif est de mettre en place une administration publique plus productive. Les pouvoirs publics doivent réussir le pari de la décentralisation et de la déconcentration. L'effort de la modernisation de l'administration nécessite une refonte globale du statut de la fonction publique pour reconnaître l'emploi comme élément central du processus de gestion et de promotion des ressources humaines et procéder au recrutement selon un besoin clairement défini. La gestion de performance des agents devrait être orientée vers les résultats en mettant en œuvre un cadre unifié permettant d'identifier et de classer les différents niveaux de performance. En outre, la réforme des rémunérations des agents s'impose ainsi que le renforcement du capital humain au sein de la fonction publique. Le gouvernement devrait également réduire les coûts de fonctionnement de l'administration publique afin d'en améliorer l'efficacité et envisager une administration 2.0. Il faut aussi ériger la lutte contre l'absentéisme en priorité car le fléau fait obstacle à l'accessibilité et à la qualité des services publics. Un autre défi est à relever : l'amélioration d'une bonne gouvernance des services publics au Maroc. Les indicateurs globaux démontrent les performances inégales du Maroc par rapport aux autres pays à revenu intermédiaire et faible. Il s'avère nécessaire de donner la parole à l'usager-citoyen, lui simplifier et rapprocher la décision, d'informer et rendre des comptes...

Dès maintenant, le Maroc est appelé à prendre des mesures fortes afin de réaliser un «véritable miracle éducatif» en réduisant progressivement l'écart qui sépare les résultats des élèves marocains de ceux des élèves des autres pays émergents.